
Fiches thématiques

Structure du système productif

Avertissement

Les résultats et analyses présentés dans la vue d'ensemble, dans les fiches sectorielles et dans la plupart des fiches thématiques sont, sauf mention contraire, définis sur la base d'unités légales **sur le champ des secteurs principalement marchands hors agriculture et hors secteurs financiers**.

Une unité légale est une entité juridique de droit public ou privé. Cette entité juridique peut être :

- une personne morale, type société, dont l'existence est reconnue par la loi indépendamment des personnes ou des institutions qui la possèdent ou qui en sont membres ;
- une personne physique, qui, en tant qu'indépendant, peut exercer une activité économique.

Elle est obligatoirement déclarée aux administrations compétentes (greffes des tribunaux, Sécurité sociale, DGI,...) pour exister. La catégorie juridique d'une telle unité dépend du choix des propriétaires ou de ses créateurs (pour des raisons organisationnelles, juridiques ou fiscales). L'unité légale est l'unité principale enregistrée dans Sirene.

Sauf mention explicite d'une référence à la catégorie d'entreprise définie par la loi de Modernisation de l'économie et son décret d'application 2008-1354 du 18 décembre 2008, le terme d'entreprise désigne dès lors dans cet ouvrage des unités légales.

Le champ des secteurs principalement marchands hors agriculture et hors secteurs financiers correspond dans la nomenclature d'activités françaises (NAF rév. 2) aux activités suivantes :

- industrie manufacturière, industrie extractives et autres (BE),
- construction (F),
- commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration (GI),
- information et communication (J),
- activités immobilières (L),
- activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien (MN),
- arts, spectacles et activités récréatives (R),
- autres activités de services (S) à l'exclusion des activités des organisations associatives.

Dans cette nouvelle édition des *Entreprises en France*, le champ a été étendu à davantage d'entrepreneurs individuels et de sociétés civiles immobilières qui appartiennent en grande partie aux secteurs de la construction, de l'immobilier et des autres activités de services, notamment les activités artistiques, créatives et de spectacles. Ainsi, 200 000 unités supplémentaires sont prises en compte par rapport à 2011 mais leur poids économique est faible. Elles réalisent 15 milliards de chiffre d'affaires (sur les 3 700 milliards des unités légales du champ) et moins de 4 milliards de valeur ajoutée (sur 980 milliards).

Dans cette publication, les résultats de 2011 et les évolutions entre 2011 et 2012 sont présentés sur la base du champ de 2012.

Signes conventionnels utilisés

...	Résultat non disponible
///	Absence de résultat due à la nature des choses
e	Estimation
p	Résultat provisoire
r	Résultat révisé par rapport à l'édition précédente
n.s.	Résultat non significatif
€	Euro
K	Millier
M	Million
Md	Milliard
Réf.	Référence

1.1 Catégories d'entreprise

La loi de Modernisation de l'économie (LME) de 2008 introduit une nouvelle définition de l'entreprise et de sa catégorie à partir de critères économiques, qui conduit à une meilleure vision du tissu productif.

En approchant cette nouvelle définition par la notion de **groupe**, on dénombre en 2011 3,14 millions d'entreprises dans les secteurs marchands non agricoles dont 3,11 millions correspondent à une seule unité légale indépendante.

La nouvelle définition révèle la forte concentration du tissu productif. Sur ces 3,14 millions d'entreprises, 243 **grandes entreprises** (GE) emploient 4,5 millions de salariés (30 % de l'emploi total). À l'opposé 3 millions, soit 95 %, sont des **microentreprises** qui emploient 3 millions de salariés (20 %). Par-delà ce dualisme, se dessine une partition assez équilibrée de la valeur ajoutée ou de l'emploi : 5 000 **entreprises de taille intermédiaire** (ETI) et 137 500 **PME** non microentreprises emploient 22 % et 28 % des salariés.

Dans les secteurs non financiers, les grandes entreprises dégagent un peu plus du tiers de la valeur ajoutée (VA), tandis que les trois autres catégories en réalisent le reste à parts à peu près égales. 56 % de la VA est ainsi produite par 5 200 entreprises (GE et ETI) qui réalisent aussi 85 % des exportations.

Le secteur le plus concentré est celui des activités financières et assurances. Une trentaine de grandes entreprises y emploie 81 % des salariés. L'industrie comme l'information-communication sont organisées autour de grandes entreprises et d'ETI. Dans l'industrie, 80 grandes entreprises emploient 34 % des salariés, et 1 600 ETI en emploient 32 %. Dans l'information-communication, une quinzaine de grandes entreprises et 240 ETI emploient 38 % et 29 % des salariés. Les différentes catégories ont un poids proche de la moyenne dans les activités du commerce, des transports, de l'hébergement et de la restauration. En effet, ces activités sont marquées par une grande diversité d'acteurs, des grandes entreprises internationalisées jusqu'aux microentreprises qui desservent un marché de proximité. Les PME (y compris microentreprises) emploient la majorité des salariés dans les services destinés aux particuliers, l'artisanat commercial (boulangerie, charcuterie, pâtisserie) ainsi que les activités spécialisées scientifiques et techniques (qui incluent notamment les professions libérales). Ce sont en quasi-totalité des unités indépendantes. De même, dans la construction, en dépit de la présence d'une petite dizaine de grandes entreprises, les trois quarts des salariés sont employés dans des PME. ■

Définitions

Dans le décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008, l'entreprise est la plus petite combinaison d'unités légales constituant une unité organisationnelle de production et jouissant d'une certaine autonomie de décision. Quatre catégories d'entreprise y sont définies :

- les **petites et moyennes entreprises** (PME) sont celles qui, d'une part occupent moins de 250 personnes, d'autre part ont un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 50 millions d'euros ou un total de bilan n'excédant pas 43 millions d'euros ;
- parmi elles, les **microentreprises** occupent moins de 10 personnes et ont un chiffre d'affaires annuel ou un total de bilan n'excédant pas 2 millions d'euros ;
- les **entreprises de taille intermédiaire** (ETI) sont des entreprises qui n'appartiennent pas à la catégorie des PME et qui, d'une part occupent moins de 5 000 personnes, d'autre part ont un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 1 500 millions d'euros ou un total de bilan n'excédant pas 2 000 millions d'euros ;
- les **grandes entreprises** (GE) sont des entreprises non classées dans les catégories précédentes.

Groupe : ensemble de sociétés liées entre elles par des participations au capital et parmi lesquelles l'une exerce sur les autres un pouvoir de décision.

Pour en savoir plus

- *Les entreprises en France*, coll. « Insee Références », édition 2013.
- « Un tissu productif plus concentré qu'il ne semblait », *Insee Première* n° 1399, mars 2012.
- « Quatre nouvelles catégories d'entreprise », *Insee Première* n° 1321, novembre 2010.

Catégories d'entreprise 1.1

1. Principales caractéristiques des entreprises par catégorie en 2011

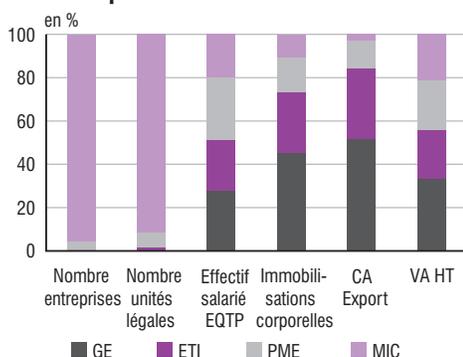
	GE	ETI	PME hors MIC	MIC ¹	Ensemble
Entreprises, y compris activités financières et assurances					
Nombre d'entreprises	243	4 959	137 534	3 001 329	3 144 065
Effectif salarié au 31/12 (en milliers)	4 493	3 363	4 153	2 925	14 934
Effectif salarié EQTP (en milliers)	4 081	3 048	3 654	2 539	13 322
Nombre d'unités légales en France	30 653	47 863	210 320	3 014 756	3 303 592
Entreprises hors activités financières et assurances					
Nombre d'entreprises	214	4 794	136 068	2 951 600	3 092 676
Effectif salarié au 31/12 (en milliers)	3 847	3 289	4 115	2 884	14 135
Effectif salarié EQTP (en milliers)	3 480	2 981	3 619	2 501	12 582
Nombre d'unités légales situées en France	19 400	46 689	207 383	2 963 702	3 237 174
Chiffre d'affaires (en milliards d'euros)	1 384	1 039	788	552	3 763
Chiffre d'affaires à l'export (en milliards d'euros)	313	200	76	18	607
Valeur ajoutée hors taxes (en milliards d'euros)	344	237	234	220	1 036
Chiffre d'affaires par salarié EQTP (en milliers d'euros)	397,8	348,4	217,8	220,5	299,1
Immobilisations corporelles / salarié EQTP ² (en milliers d'euros)	258	186	90	90	161

1. Pour les microentreprises, les ratios par salarié doivent être interprétés avec prudence, en l'absence d'information sur le statut du chef d'entreprise et la façon dont il se rémunère.
2. Les immobilisations corporelles par salarié et le total de bilan par salarié sont calculés, non sur l'ensemble des entreprises, mais sur celles ayant des obligations déclaratives sur le bilan.

Champ : France, entreprises marchandes non agricoles.

Source : Insee, Ésane, Clap, Lifi 2011.

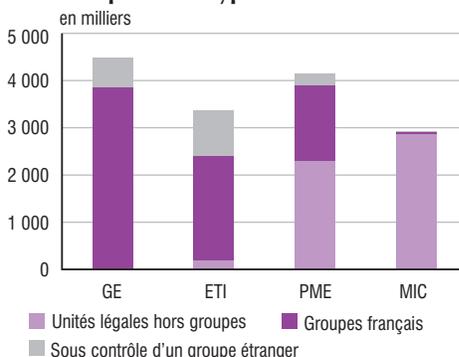
2. Caractéristiques selon la catégorie d'entreprise en 2011



Champ : France, entreprises marchandes non agricoles et non financières.

Source : Insee, Ésane, Lifi 2011.

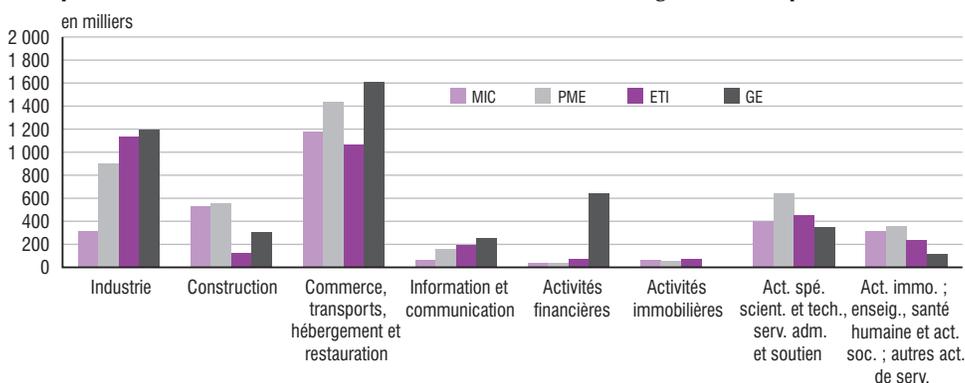
3. Effectifs salariés selon la catégorie d'entreprise et le type de contrôle en 2011



Champ : France, entreprises marchandes non agricoles.

Source : Insee, Ésane, Lifi 2011.

4. Répartition des effectifs selon le secteur d'activité et la catégorie d'entreprise en 2011



Champ : France, entreprises marchandes non agricoles.

Source : Insee, Ésane, Lifi 2011.

1.2 ETI en France

En 2011, on compte en France 5 000 entreprises de taille intermédiaire (ETI) dont 4 800 relèvent des secteurs non financiers. Ces dernières emploient 3,3 millions de salariés au 31 décembre et réalisent 23 % de la valeur ajoutée de l'ensemble des entreprises. En moyenne, les ETI emploient 700 salariés et comptent 10 unités légales. La structure de groupe domine nettement, seules 8 % d'entre elles étant formées d'une seule unité légale.

Les ETI se distinguent des autres catégories d'entreprise par leur orientation vers l'industrie manufacturière et le poids des implantations étrangères. 33 % des salariés des ETI travaillent dans l'industrie manufacturière contre 19 % des salariés des autres catégories. Parmi les 3,2 millions de salariés de l'industrie manufacturière, 35 % sont employés par des ETI, contre 28 % dans de grandes entreprises, 27 % dans des PME et 10 % dans des microentreprises. Compte tenu de leur orientation industrielle, les ETI jouent un rôle essentiel dans le commerce extérieur, réalisant 33 % du chiffre d'affaires exporté.

Sur les 4 800 ETI non financières présentes en France, 1 250 (soit 26 %) sont sous le contrôle de groupes étrangers. Elles emploient 954 000 salariés, soit 29 % des salariés des ETI, et représentent plus de la moitié (56 %) de l'emploi des implantations étrangères. À titre de comparaison, les ETI sous contrôle français emploient 2,3 millions de salariés, soit seulement 20 % de l'emploi des établissements sous contrôle français. L'industrie occupe 51 % des salariés des ETI contrôlées par des groupes étrangers contre 28 % pour les ETI françaises.

La focalisation des implantations étrangères vers les ETI s'explique à la fois par des logiques productives et par la taille économique du

territoire national. En effet, dans de nombreux cas, l'implantation en France d'un grand groupe industriel étranger correspond à cette catégorie de taille. Il en résulte des écarts sectoriels, y compris au sein des activités industrielles. Dans l'industrie, les ETI sous contrôle étranger sont surreprésentées dans la fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques, les industries chimiques caoutchouc et plastique et dans l'automobile. Les ETI industrielles sous contrôle français sont plus souvent représentées dans les secteurs traditionnels (agroalimentaire, métallurgie, textile et cuir), plus près de l'orientation sectorielle des PME. Quant à l'ensemble des ETI sous contrôle français, elles sont très surreprésentées dans l'immobilier, où 150 d'entre elles emploient 34 % des salariés du secteur. En revanche, en lien vraisemblablement avec le besoin de connaître le marché et l'environnement juridique, les implantations étrangères en France dans l'immobilier sont particulièrement faibles.

Les ETI sous contrôle étranger sont plus grandes et plus capitalistiques : elles emploient en moyenne 711 salariés (en équivalent temps plein), contre 600 pour celles à contrôle français. Elles ont aussi davantage d'immobilisations corporelles (si l'on exclut les entreprises de l'immobilier, que la nature de leurs actifs rend tout à fait atypiques). Dans l'industrie, les ETI sous contrôle étranger ont des immobilisations corporelles par salarié qui dépassent de près de moitié celles de leurs homologues à contrôle français. Les ETI à contrôle étranger ont une plus forte productivité par salarié mais versent des salaires plus élevés, de 24 % en moyenne. Elles parviennent ainsi à un taux de marge proche de celui des ETI à contrôle français. ■

Pour en savoir plus

- *Les entreprises en France*, coll. « Insee Références », édition 2013.
- « Un tissu productif plus concentré qu'il ne semblait », *Insee Première* n° 1399, mars 2012.
- « Quatre nouvelles catégories d'entreprise », *Insee Première* n° 1321, novembre 2010.

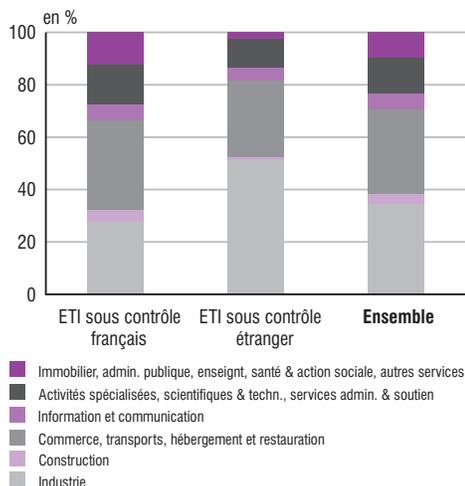
1. Principales caractéristiques des ETI en 2011

	Nombre d'entreprises	Nombre d'unités légales situées en France	Effectif salarié au 31/12 (milliers)	Effectif salarié EQTP (milliers)	Chiffre d'affaires (millions d'euros)	Valeur ajoutée hors taxes (millions d'euros)
Entreprises de taille intermédiaire (ETI)	4 794	46 689	3 289	2 981	1 038 717	237 224
Poids dans l'ensemble des entreprises (en %)	0,2	1,4	23,3	23,7	27,6	22,9

Champ : France, entreprises marchandes non agricoles et non financières.

Source : Insee, É sane, Clap, Lifi 2011.

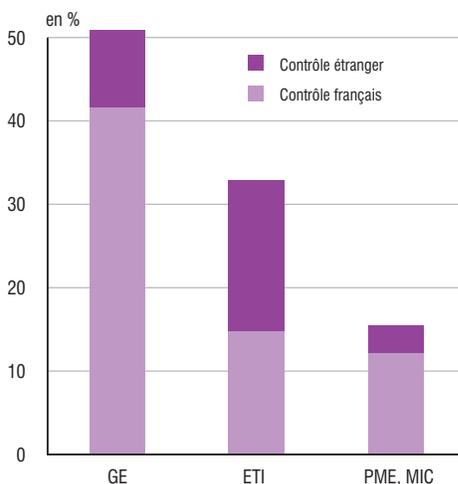
2. Salariés des ETI selon le secteur d'activité et le type de contrôle en 2011



Champ : France, entreprises marchandes non agricoles et non financières.

Source : Insee, Lifi 2011.

3. Poids des ETI et des GE dans les exportations françaises selon le type de contrôle en 2011



Champ : France, entreprises marchandes non agricoles et non financières.

Source : Insee, Lifi 2011.

4. Ratios sur les ETI et les grandes entreprises selon le type de contrôle en 2011

	Nombre	Effectif salarié au 31/12	Effectif salarié EQTP moyen	VA HT/salarié (milliers d'euros)	Immobilisations corporelles/salarié (milliers d'euros)	Total des ressources/salarié (milliers d'euros)	Salaires annuels moyens (milliers d'euros)	Taux de marge EBE/VAHT (%)	Taux d'exportation (%)
Ensemble des secteurs (hors agriculture, finance, immobilier)									
ETI sous contrôle français	3 393	2 263 939	600	70	120	407	35	23	14
ETI sous contrôle étranger	1 236	951 469	711	93	146	524	44	24	29
GE sous contrôle français	142	3 260 668	20 729	92	273	1 222	41	27	23
GE sous contrôle étranger	71	580 334	7 481	136	178	795	55	19	22
Industrie manufacturière									
ETI sous contrôle français	899	615 535	628	74	123	436	37	23	26
ETI sous contrôle étranger	615	485 245	740	93	181	564	43	26	38
GE sous contrôle français	48	719 565	13 914	115	263	2 174	51	22	38
GE sous contrôle étranger	26	173 033	6 192	201	304	1 360	50	20	34

Champ : France, entreprises marchandes non agricoles, non financières et hors immobilier.

Note : les entreprises de l'immobilier sont exclues de ce tableau car elles sont très atypiques par les actifs immobiliers qu'elles détiennent, ce qui explique que le nombre total et la somme des effectifs des ETI au 31/12 diffèrent des données de la figure 1.

Source : Insee, É sane, Clap, Lifi 2011.

1.3 PME en France

En 2011, on compte en France 3,14 millions de petites et moyennes entreprises (PME) dont 3,09 millions relèvent des secteurs non financiers. Parmi celles-ci, 2,95 millions sont des microentreprises (MIC), qui emploient 2,9 millions de salariés (au 31 décembre) et réalisent 21 % de la valeur ajoutée des entreprises. 136 000 PME hors microentreprises emploient 4,1 millions de salariés et réalisent 23 % de la valeur ajoutée des entreprises. Au total, les PME emploient ainsi près de 7 millions de salariés et réalisent 44 % de la valeur ajoutée des entreprises non agricoles et non financières.

Les deux tiers des microentreprises n'ont aucun salarié, 16 % n'en ont qu'un (qui peut être le gérant), et seulement 12 % en ont deux ou plus. L'organisation en groupe est quasi inexistante. Les activités tertiaires emploient 70 % des effectifs salariés des microentreprises, contre 64 % pour l'ensemble des entreprises. La construction compte pour 19 % des salariés des MIC, contre 11 % dans l'ensemble. À l'inverse, l'industrie ne représente que 11 % des effectifs des microentreprises contre 25 % en moyenne. Dans un peu moins de la moitié des cas, les emplois des microentreprises industrielles relèvent de l'artisanat commercial (boulangerie, charcuterie, pâtisserie) ou d'activités proches des services (réparation, imprimerie). Les microentreprises s'adressent à un marché de proximité.

Les PME hors micro-entreprises comptent en moyenne une trentaine de salariés. 63 % ont moins de 20 salariés et 11 % seulement atteignent ou dépassent 50 salariés. Les activités exercées sont plus diversifiées que pour chacune des autres catégories. Les PME hors micro-entreprises sont surreprésentées dans la construction, les industries de type traditionnel (textile, bois, papier et imprimerie, métallurgie, industries extractives). Dans les services, elles le sont dans l'hébergement et la restauration, l'enseignement marchand,

l'hébergement médico-social et l'action sociale. Elles sont également surreprésentées dans plusieurs activités qualifiées où les regroupements de petites entreprises ont été fréquents. Ainsi, les PME hors microentreprises emploient 46 % des salariés des activités juridiques et comptables ou 39 % de ceux des autres activités spécialisées, scientifiques et techniques.

75 % des PME hors microentreprises sont des personnes juridiques indépendantes, 22 % ont une structure de groupe français, 3 % sont contrôlées par des groupes étrangers. Ces groupes PME comptent trois unités légales en moyenne, et 54 % d'entre eux n'ont en que deux. Pour les groupes de cette taille, l'organisation juridique reflète avant tout des montages liés à la gouvernance. 40 % des groupes PME ont une filiale siège social, 19 % ont une société holding. Seuls 7 % des groupes petits ou moyens ont une filiale auxiliaire de commerce de gros, et seuls 4 % une filiale de commerce de détail.

La population des PME est très hétérogène en termes de chiffre d'affaires, la médiane se situe à 72 000 euros pour les microentreprises, et à 2,1 millions d'euros pour les autres PME hors groupe et à 6,7 millions pour les groupes PME. La dispersion est la plus forte pour ces derniers : 10 % ont un chiffre d'affaires inférieur à 2 millions d'euros et, à l'opposé, 10 % sont au-dessus de 28 millions.

Les PME hors microentreprises de l'industrie emploient un peu plus de salariés que les autres. Elles ont aussi davantage d'immobilisations corporelles (si l'on exclut les entreprises de l'immobilier, que la nature de leurs actifs rend tout à fait atypiques). Leur productivité par salarié est plus élevée que dans les services personnels, mais très en deçà des niveaux atteints dans l'information et la communication ou les activités spécialisées. ■

Pour en savoir plus

- « Revenus d'activité des indépendants en 2011 », *Insee Première* n° 1481, janvier 2014.
- « Quatre nouvelles catégories d'entreprise », *Insee Première* n° 1321, novembre 2010.

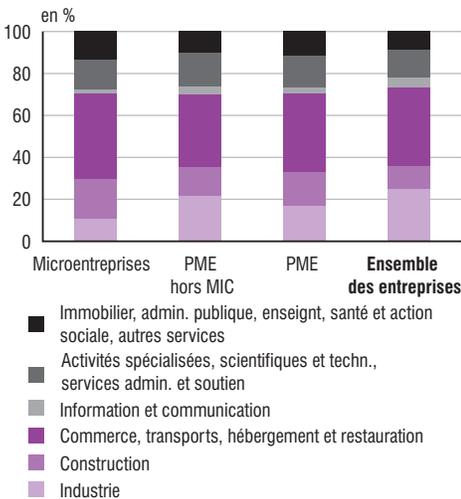
1. Principales caractéristiques des PME en 2011

	Micro-entreprises	Poids des micro-entreprises dans l'ensemble des entreprises (en %)	PME hors micro-entreprises	Poids des PME hors micro-entreprises dans l'ensemble des entreprises (en %)
Nombre d'entreprises	2 951 600	95,4	136 100	4,4
Nombre d'unités légales situées en France	2 963 700	91,6	207 400	6,4
Effectif salarié au 31/12 (en milliers)	2 884	20,4	4 115	29,1
Effectif salarié en équivalent temps plein (en milliers)	2 501	19,9	3 620	28,8
Chiffre d'affaires (en millions d'euros)	551 500	14,7	788 400	21,0
Valeur ajoutée hors taxes (en millions d'euros)	220 300	21,3	234 200	22,6

Champ : France, entreprises marchandes non agricoles et non financières.

Source : Insee, É sane, Clap, Lifi 2011.

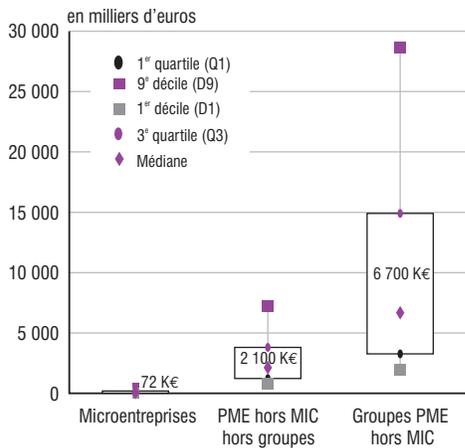
2. Salariés des PME par secteur d'activité en 2011



Champ : France, entreprises marchandes non agricoles et non financières.

Source : Insee, É sane, Clap, Lifi 2011.

3. Dispersion du chiffre d'affaires des PME en 2011



Champ : France, entreprises marchandes, hors secteurs agricole, financier, immobilier et administration.

Source : Insee, É sane, Clap, Lifi 2011.

4. Ratios sur les PME hors microentreprises en 2011

	Nombre d'entreprises (en milliers)	Effectif salarié au 31/12 (en milliers)	Effectif salarié moyen EQTP	VA HT/ salarié (en milliers d'euros)	Immobilisations corporelles/ salarié (en milliers d'euros)	Total des ressources/ salarié (en milliers d'euros)	Salaires annuels moyens (en milliers d'euros)	Taux de marge EBE/VAHT (en %)
Ensemble	133	4 056	27	63	61	183	38	19
Industrie manufacturière, extractives et autres	25	898	32	63	93	198	34	19
<i>dont : industrie manufacturière</i>	24	856	33	61	75	178	34	17
Construction	23	561	22	60	44	162	33	15
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	50	1 436	25	60	62	197	32	20
Information et communication	5	160	31	91	40	221	50	19
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	21	645	27	71	51	189	41	20
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	7	258	32	57	34	94	35	15
Autres activités de services	3	97	26	50	61	131	34	12

Champ : France, entreprises marchandes, hors secteurs agricole, financier et immobilier.

Note : les entreprises de l'immobilier sont exclues de ce tableau car elles sont très atypiques par les actifs immobiliers qu'elles détiennent.

Source : Insee, É sane, Clap, Lifi 2011.

1.4 TPE en France

Les **très petites entreprises** (TPE) font généralement référence aux unités légales de petite taille qui emploient entre 0 et 9 salariés, mais il s'agit d'une population très hétérogène qui regroupe des auto-entrepreneurs, des microentreprises au sens fiscal, des artisans, des *start-ups*, des sociétés civiles immobilières, etc. La loi de Modernisation de l'économie (LME) a ajouté des critères économiques et financiers pour préciser le contour des TPE. Pour s'en rapprocher, sont exclues ici du champ les unités légales ayant un chiffre d'affaires supérieur à 2 millions d'euros et celles appartenant à un groupe.

En 2012, 3,0 millions de TPE emploient 2,2 millions de salariés en équivalent temps plein. Elles représentent 18 % de l'emploi salarié des secteurs principalement marchands (hors agriculture et services financiers), 11 % du chiffre d'affaires hors taxes, 17 % de la valeur ajoutée et 16 % des investissements.

29 % des TPE (878 000) sont des auto-entreprises et des microentreprises au sens fiscal, mais leur poids économique est très faible : elles sont à l'origine de 3 % du chiffre d'affaires et de la valeur ajoutée des TPE. En comparaison, les 46 000 unités légales de moins de 10 salariés qui ne font pas partie des TPE car ayant un chiffre d'affaires supérieur à 2 millions d'euros, emploient 200 000 salariés et ont un chiffre d'affaires et des investissements proches de celui des 3 millions de TPE ; leur chiffre d'affaires à l'exportation est cinq fois supérieur.

72 % des TPE se situent dans les secteurs du commerce, de la construction, des services aux entreprises et aux particuliers et sont, de manière générale, davantage tournées vers l'économie locale. Dans la construction, elles œuvrent surtout dans le bâtiment et peu dans le génie civil. Les TPE sont des acteurs importants dans le commerce de détail, la réparation automobile, ainsi que les services à la personne.

La diversité des métiers et des structures juridiques des TPE implique une dispersion des revenus très forte. Les auto-entreprises et microentreprises ont des revenus faibles en raison des plafonds imposés par leurs statuts.

Les 2,1 millions d'unités qui constituent les autres TPE ont un chiffre d'affaires fortement différencié, selon que l'entreprise est employeuse (45 %) ou non (55 %). Le chiffre d'affaires hors taxes médian des TPE de 1 à 9 salariés est de 225 000 euros en 2012, soit 5 fois plus que celui des TPE n'ayant pas de salarié (41 000 euros). Dans les deux cas, la dispersion des chiffres d'affaires est importante. Si 10 % des TPE employeuses ont un chiffre d'affaires annuel inférieur à 57 000 euros, 10 % ont un chiffre d'affaires supérieur à 810 000 euros en 2012. Du côté des TPE non employeuses, 10 % ont un chiffre d'affaires annuel proche de zéro, et 10 % un chiffre d'affaires supérieur à 160 000 euros (contre près de 65 % des TPE employeuses).

Dans la plupart des secteurs, le chiffre d'affaires **médian** des TPE employeuses (hors auto-entrepreneurs et microentreprises) est proche des 200 000 euros annuels. Seuls s'écartent nettement de ce niveau médian les services aux particuliers (99 000 euros) et le commerce où les achats ont un poids important (340 000 euros). Les dispersions intra-secteurs sont différentes. Le commerce est le secteur où la dispersion est la plus importante alors qu'elle est la plus faible pour les services aux particuliers. Dans ce dernier secteur, 10 % des TPE employeuses réalisent néanmoins un chiffre d'affaires supérieur à 320 000 euros, alors que dans le commerce le chiffre d'affaires de ce dernier **décile** est supérieur à 1,2 million d'euros, sous l'influence du commerce de gros. Dans la plupart des autres secteurs, ce dernier décile correspond à un chiffre d'affaires proche de 800 000 euros ; l'hébergement-restauration et l'immobilier apparaissent à cet égard dans une position moins favorable. ■

Définitions

Très petite entreprise (TPE) : unité légale avec moins de 10 salariés, un chiffre d'affaires hors taxe annuel inférieur à 2 millions d'euros et n'appartenant pas à un groupe, sauf s'il s'agit d'un groupe de taille microentreprises au sens de la LME (loi de Modernisation de l'économie).

Décile, médiane, quartile : voir *annexe Glossaire*.

1. Principales caractéristiques des TPE en 2012

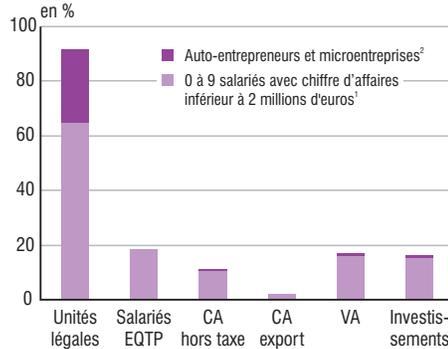
	TPE			Hors TPE
	0 à 9 salariés avec chiffre d'affaires inférieur à 2 milliards d'euros ¹	Auto-entrepreneurs et microentreprises ²	Ensemble	0 à 9 salariés avec chiffre d'affaires supérieur à 2 milliards d'euros
Nombre d'unités légales	2 123,6	878,1	3 001,8	46,1
Effectifs salariés en EQTP (en milliers)	2 195,4	5,0	2 200,4	209,3
Chiffre d'affaires hors taxes (en milliards d'euros)	409,6	14,0	423,6	351,0
Chiffre d'affaires à l'export (en milliards d'euros)	11,0	0,0	11,0	52,6
Valeur ajoutée (en milliards d'euros)	158,6	6,1	164,7	59,0
Investissements corporels bruts hors apports (en milliards d'euros)	28,2	1,8	30,0	24,1

1. Unités légales de 0 à 9 salariés, un chiffre d'affaires hors taxe annuel inférieur à 2 millions d'euros et n'appartenant pas à un groupe, sauf s'il s'agit d'un groupe de taille microentreprises au sens de la LME. 2. Microentreprises : régime fiscal.

Champ : France, secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers.

Source : Insee, É sane (Fare).

2. Poids des TPE dans l'ensemble des entreprises en 2012



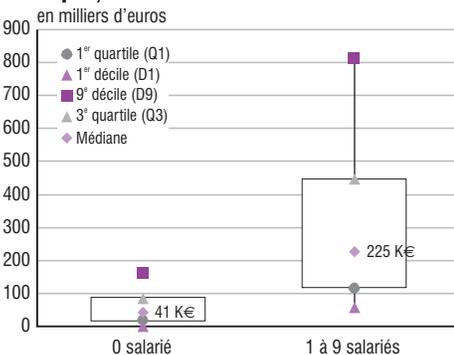
1. Unités légales de 0 à 9 salariés, un chiffre d'affaires hors taxe annuel inférieur à 2 millions d'euros et n'appartenant pas à un groupe, sauf s'il s'agit d'un groupe de taille microentreprises au sens de la LME.

2. Microentreprises : régime fiscal.

Champ : France, secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers.

Source : Insee, É sane (Fare).

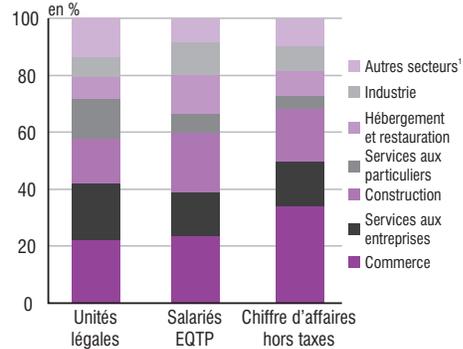
4. Dispersion du chiffre d'affaires des TPE employeuses ou non en 2012



Champ : France, secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers. Unités légales de 0 à 9 salariés, un chiffre d'affaires hors taxe annuel inférieur à 2 millions d'euros et n'appartenant pas à un groupe, sauf s'il s'agit d'un groupe de taille microentreprises au sens de la LME.

Source : Insee, É sane (Fare).

3. Répartition des TPE par secteurs d'activité en 2012

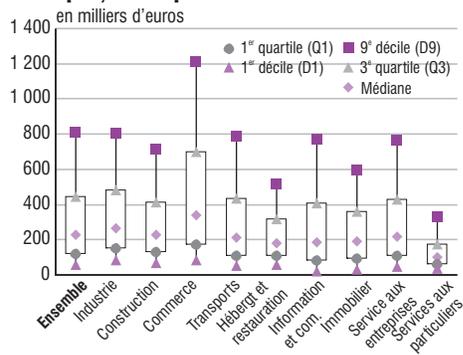


1. Immobilier, information et communication, transports.

Champ : France, secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers. Unités légales de 0 à 9 salariés, un chiffre d'affaires hors taxe annuel inférieur à 2 millions d'euros et n'appartenant pas à un groupe, sauf s'il s'agit d'un groupe de taille microentreprises au sens de la LME.

Source : Insee, É sane (Fare).

5. Dispersion du chiffre d'affaires des TPE employeuses par secteurs en 2012



Champ : France, secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers. Unités légales de 0 à 9 salariés, un chiffre d'affaires hors taxe annuel inférieur à 2 millions d'euros et n'appartenant pas à un groupe, sauf s'il s'agit d'un groupe de taille microentreprises au sens de la LME.

Source : Insee, É sane (Fare).

1.5 Données régionales sur les catégories d'entreprise

Des quatre **catégories d'entreprise**, les grandes entreprises (GE) sont celles qui emploient le plus grand nombre de salariés en France au sein du secteur marchand non agricole. Elles emploient ainsi 30 % des salariés en équivalent temps plein en 2011. Les grandes agglomérations sont les lieux privilégiés d'implantation de leurs établissements.

Les salariés d'Île-de-France sont 39 % à travailler pour une grande entreprise. Ce phénomène est encore plus marqué dans les petites et grandes couronnes parisiennes que dans la capitale proprement dite. La plupart des grandes entreprises sont présentes en région parisienne, et l'Île-de-France se démarque par une forte implantation des établissements des grandes entreprises des secteurs des banques et d'assurances, d'informatique et de conseils, ou de celles liées aux transports ferroviaires et aériens. Les grandes entreprises sont très présentes dans les bastions industriels : l'agglomération de Clermont-Ferrand avec le secteur du pneumatique, l'agglomération toulousaine avec l'aéronautique, le Nord - Pas-de-Calais avec la métallurgie, une partie de la Franche-Comté (le Territoire de Belfort) avec la mécanique. De plus, à travers certaines activités telles que la banque ou l'assurance, les grandes entreprises sont présentes dans l'ensemble des grandes agglomérations, couvrant ainsi tout le territoire, tout comme le génie civil.

Les entreprises de taille intermédiaire (ETI) emploient 22 % des salariés. Ces entreprises sont très présentes dans le monde de l'industrie, tel que la pharmacie et la chimie ou encore la fabrication de machines ou d'équipements électriques. L'opposition territoriale nord-sud

est très marquée : les ETI pèsent davantage dans le nord de la France, et représentent plus de 25 % de l'emploi dans les Pays de la Loire, en Picardie, Alsace et Champagne-Ardenne, régions où l'industrie occupe une place importante.

Les petites et moyennes entreprises (PME) emploient 28 % des salariés, assez équitablement répartis sur le territoire. Cette catégorie d'entreprise correspond essentiellement à deux types d'activités : celles issues d'une demande locale comme la construction, le commerce de gros et de détail, et la réparation automobile, qui pèsent d'autant plus que les territoires sont peu tournés vers l'extérieur. Les PME sont également fortement implantées dans certains secteurs industriels comme par exemple la fabrication de produits métalliques ou le textile. Le poids de ces entreprises reste très élevé en Corse, dans les DOM, en Poitou-Charentes, en Limousin et en Franche-Comté.

Les microentreprises (MIC) sont les plus nombreuses et emploient 20 % des salariés du secteur marchand non agricole. Ces petites structures pèsent davantage dans le sud de la France, particulièrement le Sud-Est, et dans les DOM. 40 % des salariés de Corse sont employés par une microentreprise, plus de 25 % en Languedoc-Roussillon et en Provence - Alpes - Côte d'Azur, plus de 30 % dans les Dom.

Les microentreprises ont principalement une activité économique locale. Les services à la personne, les activités touristiques ou bien encore les travaux de construction sont autant de secteurs que l'on côtoie au quotidien et pour lesquels les microentreprises sont très présentes. ■

Définitions

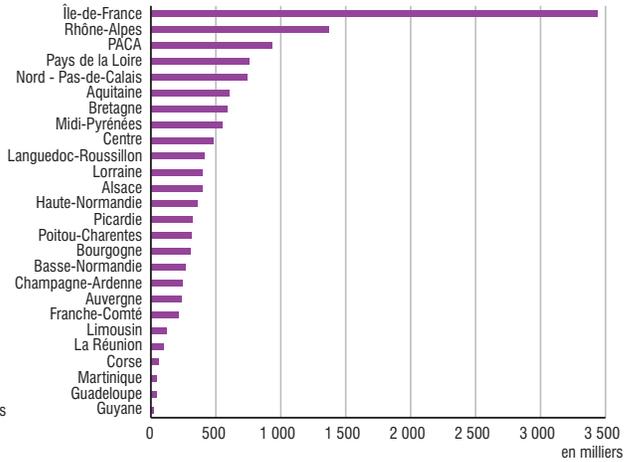
Catégorie d'entreprise : dans cette fiche les établissements sont rattachés à la catégorie de l'entreprise dont ils font partie et dans chaque région on ne comptabilise que l'emploi du ou des établissements implantés (voir *annexe Glossaire*).

Pour en savoir plus

- « Les catégories d'entreprise en France », *Insee Focus* n° 4, avril 2014.
- « Les grandes entreprises pèsent plus dans le Nord et les petites dans le Sud », *Insee Première* n° 1440, avril 2013.

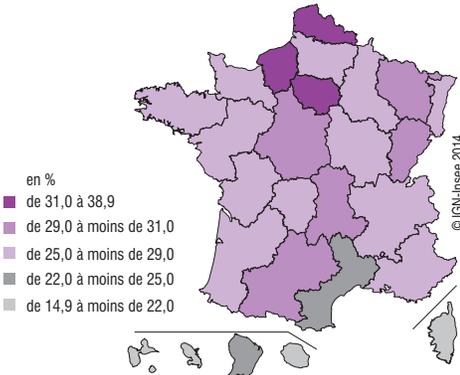
Données régionales sur les catégories d'entreprise 1.5

1. Emploi marchand par région en 2011



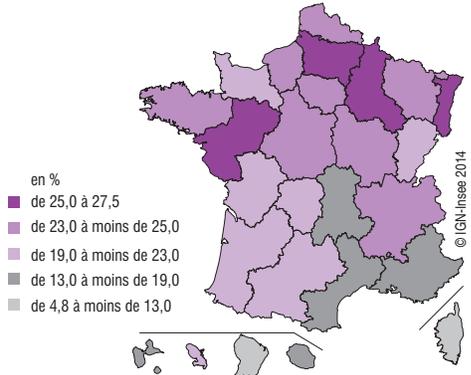
Champ : France, salariés des entreprises marchandes hors agriculture, hors intérimaires.
Source : Insee, Ésane, Lifi et Clap 2011.

2. Poids des GE dans l'emploi marchand



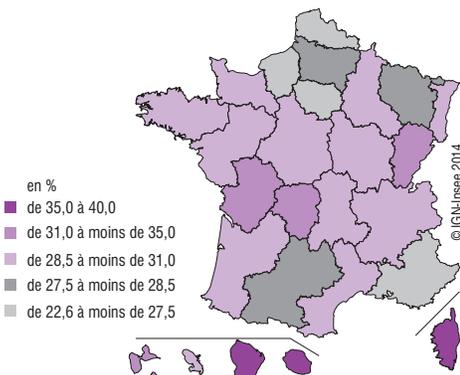
Champ : France, salariés des entreprises marchandes hors agriculture, hors intérimaires.
Source : Insee, Ésane, Lifi et Clap 2011.

3. Poids des ETI dans l'emploi marchand



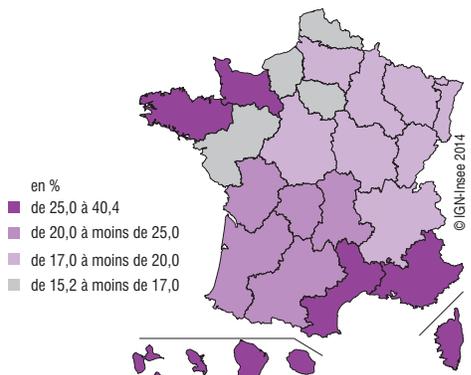
Champ : France, salariés des entreprises marchandes hors agriculture, hors intérimaires.
Source : Insee, Ésane, Lifi et Clap 2011.

4. Poids des PME, hors MIC, dans l'emploi marchand



Champ : France, salariés des entreprises marchandes hors agriculture, hors intérimaires.
Source : Insee, Ésane, Lifi et Clap 2011.

5. Poids des MIC dans l'emploi marchand



Champ : France, salariés des entreprises marchandes hors agriculture, hors intérimaires.
Source : Insee, Ésane, Lifi et Clap 2011.

1.6 Démographie des sociétés et entreprises individuelles

Suite à la mise en place par la loi de Modernisation de l'économie (LME) du régime d'auto-entrepreneur entré en vigueur au 1^{er} janvier 2009, les créations d'entreprises ont fortement augmenté, passant de 331 000 en 2008 à 580 000 en 2009 puis 622 000 en 2010. En 2011, le nombre de créations d'entreprises a diminué (- 12 %), en raison notamment d'une baisse importante des immatriculations d'auto-entreprises, pour s'établir à 550 000 et se maintenir à ce niveau en 2012 et 2013.

En 2013, du fait du repli des immatriculations d'auto-entreprises, les créations d'entreprises se réduisent dans la plupart des secteurs d'activité. Les baisses sont les plus fortes dans les secteurs des autres activités de services (- 8 %), des activités immobilières (- 7,3 %) et de la construction (- 6,4 %). Les seuls secteurs où les créations augmentent sont les secteurs des activités financières et d'assurance (rebond de + 8 % après la baisse de - 7 % de 2012) et de l'administration, l'enseignement, la santé humaine et l'action sociale (+ 6 %).

Hors auto-entreprises, les créations ne diminuent que dans les activités immobilières (- 8 %) et le secteur « Information et communication » (- 2 %). Les créations sont les plus dynamiques dans les autres services aux ménages (+ 37 %), l'industrie (+ 27 %) et la construction (+ 19 %). Les hausses les plus modérées concernent les secteurs du commerce, des transports, de l'hébergement et de la restauration (+ 4 %) et du soutien aux entreprises (+ 4 %).

Avec la crise économique qui a débuté en 2008, la proportion d'entreprises nées en 2006 et encore en activité cinq ans plus tard est un peu plus faible que pour la génération des entreprises nées en 2002 (50 % contre 54 %). Les principaux déterminants de la pérennité d'une entreprise restent les mêmes que pour la génération 2002. Celle-ci augmente avec le capital initial investi, avec l'âge et le niveau de diplôme du créateur (un diplôme technique la favorise aussi). Les sociétés sont plus pérennes que les entreprises individuelles. La pérennité dépend aussi fortement du secteur d'activité. Ainsi, les entreprises du transport et de l'entreposage et celles du soutien aux entreprises ont les chances les plus élevées d'être toujours actives cinq ans après leur création (61 % et 58 % de celles nées en 2006). Celles du commerce et de la construction ont les chances les plus faibles (45 % et 47 %). L'emploi global créé par les entreprises nées en 2006 diminue à peu près autant en cinq ans (- 22 %) que celui créé par les entreprises nées en 2002 (- 21 %). La construction est particulièrement touchée par la crise, avec une chute des effectifs de 35 % en cinq ans.

En 2011, le taux de création d'entreprises, défini comme le rapport du nombre des créations d'entreprises d'une année au stock d'entreprises au 1^{er} janvier de cette même année, est de 11 % en France et au Royaume-Uni contre 8,5 % en Allemagne. ■

Pour en savoir plus

- « Hors auto-entreprises, les créations d'entreprises augmentent en 2013 », *Insee Première* n° 1485, janvier 2014.
- « Les entreprises créées en 2006 : une pérennité plus faible dans la construction », *Insee Première* n° 1441, avril 2013.
- « Créations et créateurs d'entreprises - Enquête de 2011 : la génération 2006 cinq ans après », *Insee Résultats* n° 65 Économie, avril 2013.

Démographie des sociétés et entreprises individuelles 1.6

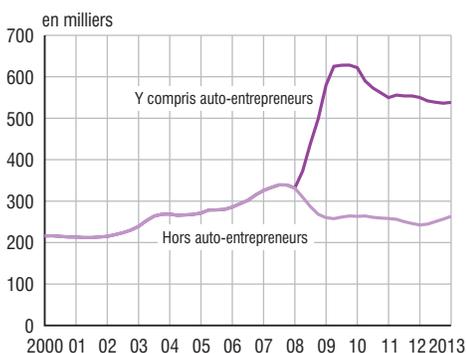
1. Stocks d'entreprises et entreprises créées en 2013

	Nombre d'entreprises au 1 ^{er} janvier 2013			Nombre d'entreprises créées en 2013	
	Ensemble	Personne morale (société)	Personne physique (y c. auto-entreprise)	Ensemble	dont : auto-entreprises
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	253 481	158 067	95 414	27 160	13 935
Construction	508 352	274 095	234 257	78 859	33 353
Commerce de gros et de détail et transports	848 634	486 718	361 916	120 634	60 914
Hébergement et restauration	256 938	162 087	94 851	26 910	7 902
Information et communication	133 530	85 837	47 693	26 941	17 745
Activités financières et d'assurance	132 192	110 180	22 012	13 045	2 083
Activités immobilières	172 245	128 659	43 586	15 552	2 295
Activités spécialisées, scientifiques, techniques et de soutien	645 507	334 781	310 726	112 334	65 209
Administration, enseignement, santé humaine et action sociale	508 214	74 094	434 120	61 259	33 576
Autres activités de services	293 451	87 093	206 358	55 488	37 930
Ensemble	3 752 544	1 901 611	1 850 933	538 182	274 942

Champ : France, ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, Sirene, Répertoire des entreprises et des établissements.

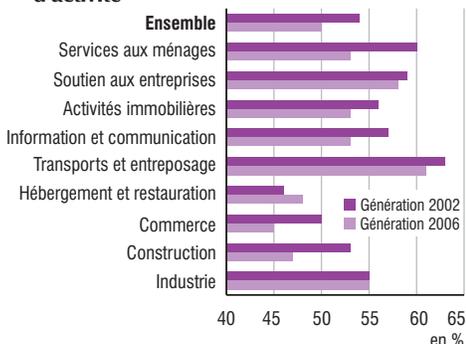
2. Créations annuelles d'entreprises



Champ : France, ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, Sirene, Répertoire des entreprises et des établissements.

4. Taux de pérennité à cinq ans des entreprises créées en 2002 et 2006 selon le secteur d'activité

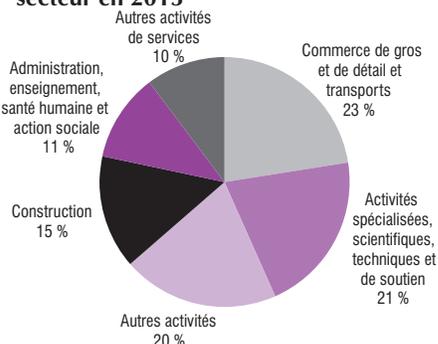


Champ : entreprises créées au cours des premiers semestres 2006 et 2002. Les nouvelles entreprises du secteur des activités financières et d'assurance étant peu nombreuses, ce secteur n'apparaît pas dans le graphique ; il est cependant inclus dans l'ensemble des secteurs.

Lecture : cinq ans après leur création, seules 45 % des entreprises commerciales de la génération 2006 sont encore actives (contre 50 % des entreprises commerciales de la génération 2002).

Source : Insee, enquêtes Sine 2006 (interrogation 2011) et 2002 (interrogation 2007).

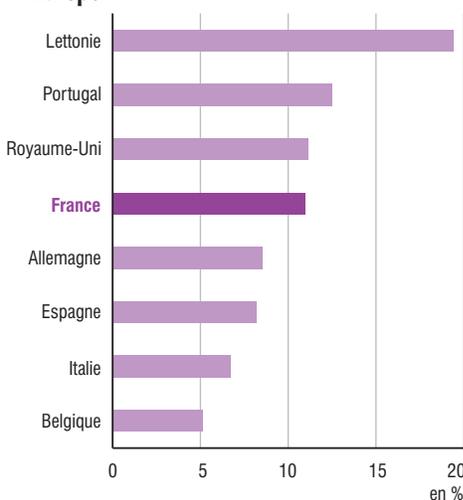
3. Répartition des entreprises créées par secteur en 2013



Champ : France, ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, Sirene, Répertoire des entreprises et des établissements.

5. Taux de création d'entreprises en 2011 en Europe



Champ : Industrie, construction et services, sauf activités des sociétés holding.

Source : Eurostat.

1.7 Auto-entrepreneurs

Depuis 2009, la création d'entreprise est dopée par le régime de l'auto-entrepreneur. Les nouvelles immatriculations sous ce régime, même si elles diminuent, restent majoritaires parmi l'ensemble des créations d'entreprises (51 % en 2013 après 56 % en 2012) et représentent près des trois quarts des créations d'entreprises individuelles (72 % en 2013). Mis en place par la loi de Modernisation de l'économie (LME) d'août 2008 et entré en vigueur au 1^{er} janvier 2009, ce régime de l'auto-entrepreneur offre des formalités de création d'entreprises allégées ainsi qu'un mode de calcul et de paiement simplifié des cotisations sociales et de l'impôt sur le revenu.

Si la distribution par tranche d'âge des auto-entrepreneurs est proche de celle des autres créateurs d'entreprises individuelles, les auto-entrepreneurs sont toutefois un peu plus représentés dans les tranches d'âge extrêmes, avant 30 ans et à partir de 60 ans.

Quatre secteurs sont principalement ciblés par les auto-entrepreneurs : les activités de soutien et de conseil aux entreprises (25 % des auto-entreprises créées au 1^{er} semestre 2010), le commerce (21 %), les services aux ménages (17 %) et la construction (15 %). Le choix plus fréquent des activités de soutien aux entreprises et de services aux ménages les distingue des autres créateurs comme les dirigeants de microentreprises.

En 2010, les créateurs d'auto-entreprises étaient auparavant le plus souvent salariés du privé (38 %) ou chômeurs (30 %). Parmi les autres créateurs d'entreprises, on compte moins de salariés du privé (28 %) et un peu plus d'anciens chômeurs (33 %). Les autres auto-entrepreneurs se répartissent entre personnes sans activité professionnelle (12 %), retraités (6 %), salariés du public (5 %) et

étudiants (5 %). Toutes ces catégories sont en proportion plus importante que parmi les autres créateurs d'entreprises qui étaient, avant la création de leur propre structure, indépendants ou à leur compte (15 %) ou dirigeants d'entreprise (9 %).

Pour les auto-entrepreneurs qui avaient un emploi, la création d'une auto-entreprise ne signifie pas nécessairement l'abandon de cette activité : l'auto-entreprise constitue souvent une activité complémentaire à un emploi salarié. En particulier, il s'agit majoritairement d'une activité secondaire pour les salariés en contrat stable : c'est le cas neuf fois sur dix pour les salariés du public et six fois sur dix pour ceux du privé. À l'inverse, pour les personnes initialement à leur compte, chômeurs ou sans activité professionnelle, plus des trois quarts s'investissent à titre principal dans l'auto-entreprise.

Trois auto-entrepreneurs sur quatre n'auraient pas créé d'entreprise en dehors de ce régime ; deux raisons principales motivent leur immatriculation : développer une activité de complément (40 %) et assurer leur propre emploi (40 %).

En 2011, sur les 717 000 personnes qui ont créé une auto-entreprise depuis l'instauration du régime, seulement 58 % ont exercé une activité économique effective. Ces auto-entrepreneurs actifs tirent un **revenu d'activité** très inférieur à celui des indépendants « classiques » : 75 % d'entre eux ont un revenu annuel inférieur à 8 000 euros alors que ce n'est le cas que pour 25 % des indépendants « classiques ». Cet écart s'explique en partie par une ancienneté plus faible pour les auto-entrepreneurs (3 ans au maximum) par rapport aux indépendants classiques. ■

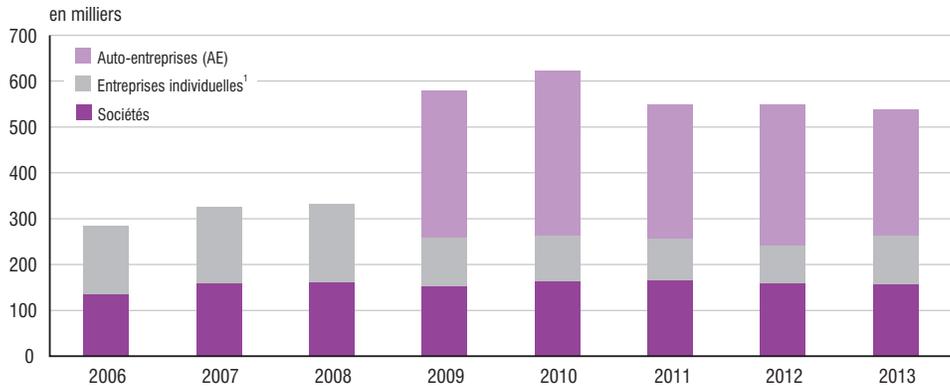
Définitions

Revenu d'activité : revenu ou bénéfice déclaré aux Urssaf par les non-salariés en activité en fin d'année. Il se rapproche d'un revenu net. Les revenus non déclarés, faisant l'objet d'une taxation d'office, ne sont pas pris en compte dans le calcul des revenus.

Pour en savoir plus

- « En 2012, plus d'immatriculations d'auto-entreprises, moins de créations de sociétés », *Insee Première* n° 1433, janvier 2013.
- « Auto-entrepreneurs - Au bout de trois ans, 90 % dégagent un revenu inférieur au Smic au titre de leur activité non salariée » *Insee Première* n° 1414, septembre 2012.
- « Trois auto-entrepreneurs sur quatre n'auraient pas créé d'entreprise sans ce régime », *Insee Première* n° 1388, février 2012.
- « Créations et créateurs d'entreprise sous le régime de l'auto-entrepreneur - Enquête auto-entrepreneurs 2010 », *Insee Résultats* n° 57 Économie, février 2012.

1. Évolution du nombre de créations d'entreprises

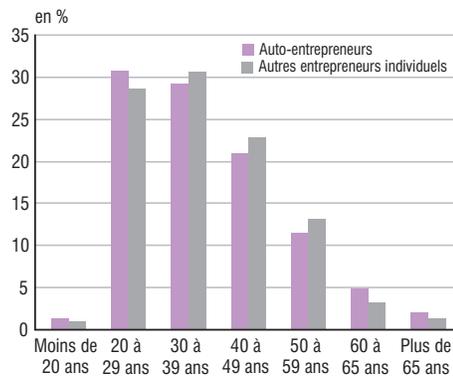


1. Hors auto-entreprises.

Champ : France, ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, Sirene, Répertoire des entreprises et des établissements.

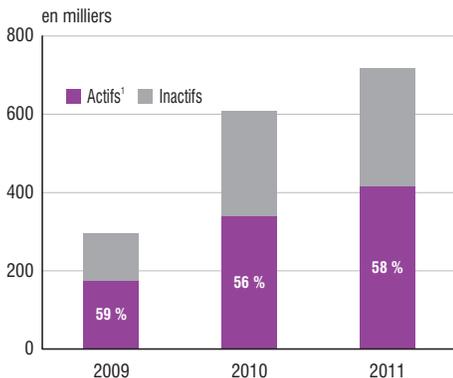
2. Créateurs d'entreprises individuelles selon l'âge en 2013



Champ : France, ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, Sirene, Répertoire des entreprises et des établissements.

4. AE actifs ou non en fin d'année

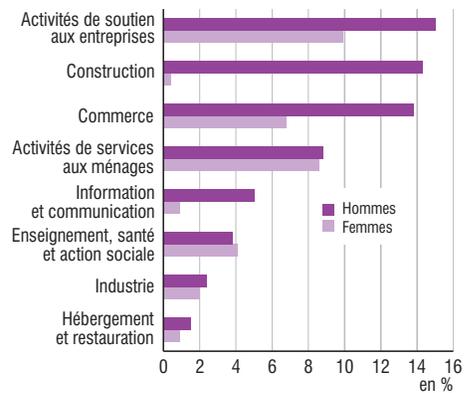


1. Économiquement actifs : auto-entrepreneurs ayant dégagé un chiffre d'affaires non nul dans l'année ou dans les 4 trimestres qui ont suivi leur immatriculation.

Champ : France.

Source : Insee, base Non-salariés.

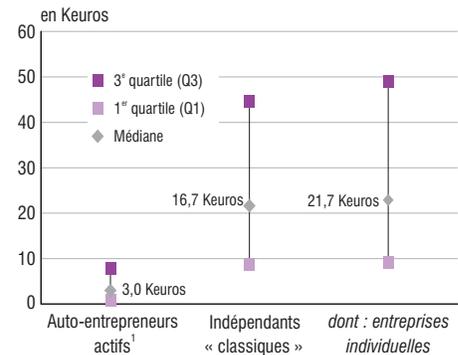
3. Répartition par sexe et secteur d'activité des créateurs d'AE en 2010



Champ : France, immatriculations au cours du premier semestre 2010.

Source : Insee, enquête Auto-entrepreneurs 2010.

5. Revenu des AE actifs en 2011



1. Économiquement actifs : auto-entrepreneurs ayant dégagé un chiffre d'affaires non nul dans l'année ou dans les 4 trimestres qui ont suivi leur immatriculation.

Champ : France, hors agriculture et hors taxés d'office - personnes cotisant à un régime social non salarié, en activité en fin d'année.

Source : Insee, base Non-salariés.

1.8 Créateurs d'entreprises hors auto-entrepreneurs

En 2010, hors régime de l'auto-entrepreneur 262 000 entreprises ont été créées en France.

D'après le dispositif **Sine**, parmi les créateurs d'entreprises de 2010, 70 % sont des hommes, bien que ceux-ci ne représentent que 52 % de la population active. Certains secteurs sont particulièrement masculins : la construction (90 %), l'industrie manufacturière (80 %), le transport (79 %), et l'information et la communication (78 %). En revanche, les créateurs sont majoritairement des femmes dans les secteurs de l'enseignement, de la santé et de l'action sociale (54 %), et des autres services aux ménages (54 %).

Les femmes ayant créé leur entreprise en 2010 sont en moyenne plus jeunes que leurs homologues masculins (38,6 ans contre 40,7 ans). Un quart des créatrices a moins de 30 ans, et un quart plus de 45 ans, contre respectivement 32 et 48 ans pour les hommes. Avant la création, les hommes sont plus souvent indépendants ou chefs d'entreprise que les femmes (27 % contre 16 %) alors que les femmes sont plus souvent sans activité (10 % contre 4 %). Les créateurs de 2010 sont un peu plus diplômés que ceux de 2006, date de la dernière cohorte comparable. En effet, 43 % d'entre eux possèdent au moins un diplôme universitaire du 1^{er} cycle (contre 37 % en 2006), dont 17 % de 3^e cycle ou un diplôme d'ingénieur. 18 % ont au plus un baccalauréat, 27 % un CAP, BEP ou brevet et 12 % sont sans diplôme.

Avant de créer leur entreprise, un tiers des créateurs étaient au chômage (22 % depuis

moins d'un an et 11 % depuis plus d'un an), et presque un tiers étaient salariés (29 % dans le secteur privé et 4 % dans le public). Près d'un quart des créateurs étaient indépendants ou à leur compte (14 %) ou chefs d'entreprise salariés ou PDG (9 %). Pour le reste, 6 % étaient sans activité professionnelle, 3 % étudiants ou scolaires et 2 % retraités.

Les niveaux de financement initiaux des créateurs de 2010 sont un peu plus élevés qu'en 2006, de 40 000 à 80 000 euros pour 9 % des créateurs, de 80 000 à 160 000 euros pour 6 % d'entre eux et plus de 160 000 euros pour 7 % (contre respectivement 6 %, 4 % et 4 % en 2006). Cette enquête ne prenant pas en compte les auto-entrepreneurs, les créateurs démarrant avec peu de moyens ont dû opter en 2010 pour ce nouveau statut plus souvent que les autres.

Le montant des investissements initiaux nécessaires au projet de création d'entreprise est très lié au secteur d'activité. C'est dans le secteur de l'hôtellerie-restauration que ce montant est le plus élevé : plus de 40 % des projets ont nécessité plus de 40 000 euros d'apport initial. Les secteurs du transport et de l'entreposage, ainsi que celui de l'industrie exigent également un effort financier important au démarrage. À l'inverse, dans les activités de l'éducation, de la santé et de l'action sociale, ainsi que dans les activités scientifiques et techniques, les moyens nécessaires pour démarrer sont plus faibles : deux tiers des projets sont réalisés avec un montant initial inférieur à 40 000 euros. ■

Définitions

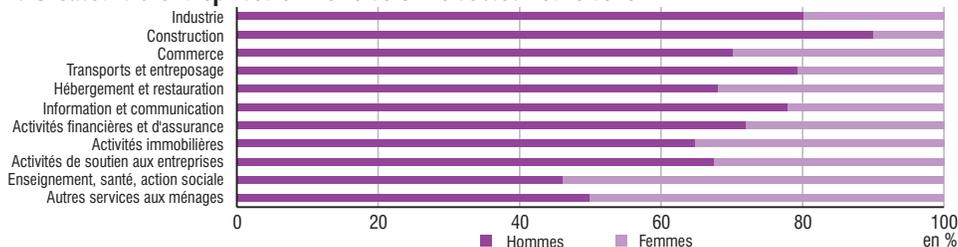
Le dispositif **Sine** (Système d'information sur les nouvelles entreprises), permet de suivre une cohorte d'entreprises sur ses cinq premières années. Une nouvelle cohorte est interrogée tous les quatre ans, ce qui permet de caractériser le profil de ces entreprises et de leurs créateurs, ainsi que d'étudier leur pérennité.

Pour en savoir plus

- « Première interrogation 2010, profil du créateur », *Insee Résultats*, série Économie, n° 58, février 2012.
- « Créateurs d'entreprises. Avec l'auto-entrepreneuriat, de nouveaux profils », *Insee Première* n° 1487, février 2014.
- « Les entreprises créées en 2006. Une pérennité plus faible dans la construction », *Insee Première* n° 1441, avril 2013.

Créateurs d'entreprises hors auto-entrepreneurs 1.8

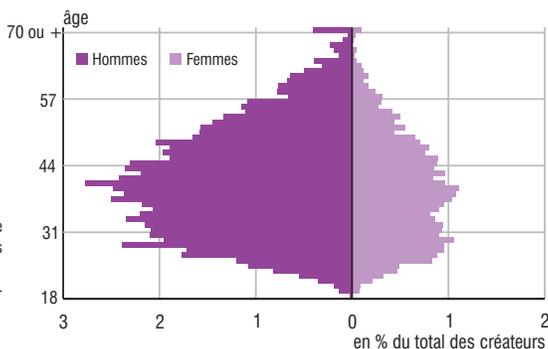
1. Créateurs d'entreprises en 2010 selon le secteur et le sexe



Champ : France, entreprises créées au cours du 1^{er} semestre 2010, exerçant des activités marchandes non agricoles, hors auto-entrepreneurs.

Source : Insee, Sine 2010, interrogation 2010.

2. Créateurs d'entreprises en 2010 selon l'âge et le sexe

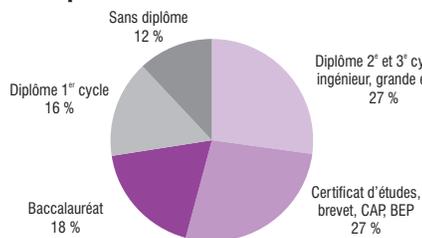


Champ : France, entreprises créées au cours du 1^{er} semestre 2010, exerçant des activités marchandes non agricoles, hors auto-entrepreneurs.

Lecture : 2,5 % des créateurs d'entreprises en 2010 étaient des hommes de 37 ans.

Source : Insee, Sine 2010, interrogation 2010.

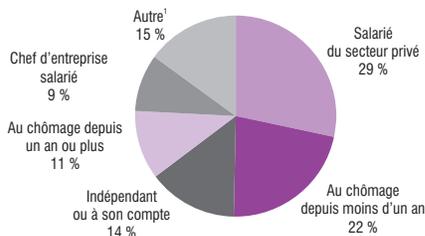
3. Créateurs d'entreprises en 2010 selon le diplôme



Champ : entreprises créées au cours du 1^{er} semestre 2010, exerçant des activités marchandes non agricoles, hors auto-entrepreneurs.

Source : Insee, Sine 2010, interrogation 2010.

4. Situation de l'entrepreneur avant la création en 2010

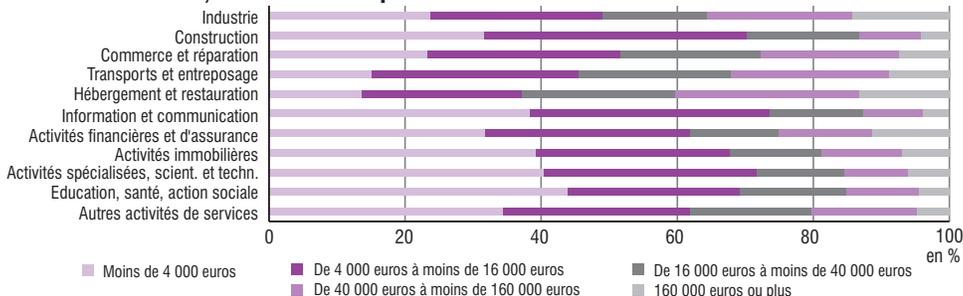


1. Sans activité professionnelle, agent de la fonction publique, étudiant ou scolaire, retraité.

Champ : entreprises créées au cours du 1^{er} semestre 2010, exerçant des activités marchandes non agricoles, hors auto-entrepreneurs.

Source : Insee, Sine 2010, interrogation 2010.

5. Montant des moyens nécessaires pour démarrer selon le secteur d'activité en 2010



Champ : entreprises créées au cours du 1^{er} semestre 2010, exerçant des activités marchandes non agricoles, hors auto-entrepreneurs.

Source : Insee, Sine 2010, interrogation 2010.

1.9 Activités économiques par secteurs et branches

Une entreprise peut exercer simultanément plusieurs activités économiques. Son **activité principale** détermine son secteur d'activité, chacune de ses activités correspond à une branche d'activité. Pour les statistiques d'entreprises, il est d'usage d'étudier les activités de l'entreprise selon son **secteur** d'activité alors qu'en comptabilité nationale, on comptabilise ses différentes activités séparément en les répartissant par branches.

Les statistiques disponibles sur les entreprises des secteurs principalement marchands permettent d'étudier la répartition des chiffres d'affaires entre secteurs et branches. Ce champ, hors agriculture, services financiers, administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale, représente un peu plus de la moitié du PIB (produit intérieur brut) de la France.

En 2012, le chiffre d'affaires hors taxes des entreprises du secteur de l'industrie s'élève à 1 060 milliards d'euros ; 885 milliards découlent d'activités de la branche industrielle et 175 milliards d'activités secondaires réalisées principalement dans les branches du commerce et des transports (137 milliards) et des activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien (28 milliards). Le chiffre d'affaires de la branche industrielle est de 906 milliards d'euros, il est réalisé à 98 % par les entreprises du secteur industrie. L'industrie est le seul domaine d'activité où le chiffre d'affaires du secteur est sensiblement supérieur à celui de la branche en raison du poids non négligeable des activités secondaires dans les entreprises

industrielles et d'autre part du faible niveau des activités industrielles des entreprises des autres secteurs.

Les chiffres d'affaires des branches construction, hébergement et restauration, information et communication résultent également en quasi-totalité des entreprises de leur secteur.

Au contraire, le chiffre d'affaires de la branche commerce et transport est supérieur à celui du secteur. En effet, tous les autres secteurs développent des activités secondaires du type commerce de gros ou transports et contribuent peu ou prou au chiffre d'affaires de cette branche, la contribution des entreprises du secteur de l'industrie étant de loin la plus importante.

Le chiffre d'affaires de la branche des activités spécialisées, scientifiques et techniques et des activités de services administratifs et de soutien est aussi assez nettement supérieur à celui du secteur, alimenté notamment par les activités secondaires des entreprises des secteurs de l'industrie et de la construction.

Alors que le secteur de l'industrie et celui des autres activités de services ont une proportion de leur chiffre d'affaire liée à des activités secondaires assez importante (respectivement 16,5 % et 13,1 %), les entreprises des autres secteurs ont une activité qui reste concentrée dans le même grand domaine d'activités : plus de 90 % de leur chiffre d'affaires provient d'activités de leur branche de référence (diagonale secteur-branche).

Cette concentration peut être moins importante lorsque ce type d'analyse est réalisé à un niveau plus fin de la nomenclature. ■

Définitions

Secteur d'activité : regroupe des entreprises de fabrication, de commerce ou de service qui ont la même activité principale au sens de la nomenclature d'activités françaises). L'activité d'un secteur n'est donc pas tout à fait homogène et comprend des productions ou services secondaires qui relèveraient d'autres *items* de la nomenclature que celui du secteur considéré.

Branche (ou branche d'activité) : regroupe des unités de production homogènes, c'est-à-dire qui fabriquent des produits ou rendent des services qui appartiennent au même item de la nomenclature d'activité économique considérée. Les chiffres d'affaires des branches sont toujours exprimés hors taxes.

Activité principale exercée (APE) : déterminée en fonction de la ventilation des différentes activités de l'entreprise. Comme la valeur ajoutée des différentes branches d'activité est souvent difficile à déterminer à partir des enquêtes statistiques, c'est la ventilation du chiffre d'affaires ou des effectifs selon les branches qui est utilisée comme critère de détermination.

Activités économiques par secteurs et par branches 1.9

1. Répartition du chiffre d'affaires par secteur selon la notion de production de l'entreprise et de la production de la branche en 2012

en milliards d'euros

Activités économiques	CA hors taxes des entreprises du secteur	CA de la branche	CA du secteur dans la branche	CA du secteur hors branche
Industrie (BE)	1 059,8	905,8	885,1	174,8
Construction (F)	269,2	269,8	260,7	8,5
Commerce de gros et de détail et transports (GH)	1 613,2	1 731,9	1 567,9	45,2
Hébergement et restauration (I)	86,3	81,5	80,1	6,3
Information et communication (J)	181,0	168,8	165,0	16,0
Activités immobilières (L)	78,9	79,0	74,8	4,1
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien (MN)	350,7	393,1	335,8	14,9
Autres activités de services (RU)	53,8	53,9	46,7	7,0
Autres ¹	0,0	9,1	0,0	0,0
Ensemble	3 692,9	3 692,9	3 416,1	276,8

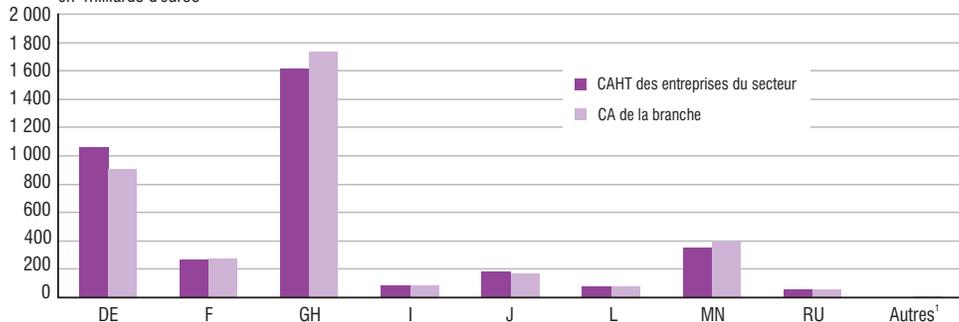
1. « Autres » comprend les secteurs hors du champ retenu (agriculture, activités financières et d'assurance, administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale...) pour lesquels les entreprises ont déclaré une activité secondaire.

Champ : France, secteurs principalement marchands hors agriculture et services financiers.

Source : Insee, É sane.

2. Chiffre d'affaires par secteur et par branche en 2012

en milliards d'euros



1. « Autres » comprend les secteurs hors du champ retenu (agriculture, activités financières et d'assurance, administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale...) pour lesquels les entreprises ont déclaré une activité secondaire.

Champ : France, secteurs principalement marchands hors agriculture et services financiers.

Source : Insee, É sane.

3. Répartition en branche du chiffre d'affaires des entreprises en 2012 selon leur secteur d'appartenance

en %

Secteurs	Branches									Ensemble
	BE	F	GH	I	J	L	MN	RU	Autres ¹	
BE	83,5	0,5	13,0	0,0	0,1	0,1	2,6	0,1	0,2	100,0
F	0,5	96,8	0,8	0,0	0,0	0,2	1,4	0,2	0,0	100,0
GH	1,0	0,1	97,2	0,0	0,1	0,1	1,2	0,2	0,1	100,0
I	0,2	0,1	3,3	92,7	0,0	0,8	1,0	1,7	0,1	100,0
J	0,9	0,0	4,1	0,0	91,2	0,0	3,0	0,2	0,6	100,0
L	0,0	2,5	0,9	0,5	0,0	94,8	0,6	0,0	0,7	100,0
MN	0,4	0,2	2,4	0,0	0,2	0,2	95,7	0,1	0,8	100,0
RU	0,3	0,1	9,8	0,2	0,2	0,1	0,7	86,9	1,6	100,0

1. « Autres » comprend les secteurs hors du champ retenu (agriculture, activités financières et d'assurance, administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale...) pour lesquels les entreprises ont déclaré une activité secondaire.

Lecture : le chiffre d'affaires des entreprises du secteur de l'industrie (BE) se répartit en 83,5 % de production de branche de l'industrie, 13,0 % de production de branche du commerce et transports (GH), etc.

Champ : France, secteurs principalement marchands hors agriculture et services financiers.

Source : Insee, É sane.